

Histoire de l'action directe sur les chantiers genevois

YOURI HANNE

A l'occasion de la parution de son livre *La Ligue d'action du bâtiment. L'anarchisme à la conquête des chantiers genevois dans l'entre-deux-guerres*, l'historien Alexandre Elsig, de l'université de Fribourg, participera ce soir à un débat consacré à l'action directe et à la défense des conditions de travail. Interview.

Comment opère la Ligue d'action du bâtiment à Genève à la fin des années 1920?



Alexandre Elsig: La Ligue d'action du bâtiment, bras armé de la Fédération des ouvriers du bois et du bâti-

ment, réunit anarchistes, communistes et socialistes qui entendent imposer des conventions collec-

tives de travail par l'action directe. Le sabotage, la confrontation physique et les contrôles surprise sur les chantiers, notamment pour faire respecter le samedi après-midi de congé, s'inscrivent dans une perspective de lutte des classes avant-gardiste.

Dans quel contexte la Ligue se développe-t-elle?

Dans cette période de forte polarisation des fronts politiques, l'Etat se montre incapable de gérer les différends entre ouvriers et patronat. Ce qui contribue à légitimer l'action directe dans le monde ouvrier. En 1928, la ligue obtient une convention collective de travail et la justice reconnaît le droit de contrôle sur les chantiers. Dès 1933, le premier gouvernement à majorité socialiste, emmené par Léon Nicole, collabore, dans une certaine mesure, avec le mouvement anarchiste. Celui-ci fait vol-

te-face en 1935 et détruit des taudis insalubres dans le quartier de Saint-Gervais. Cet épisode marque le chant du cygne pour la ligue. Dès lors, certains de ses militants s'investissent dans d'autres luttes, comme la guerre d'Espagne.

Les enjeux sont-ils les mêmes pour la lutte syndicale d'aujourd'hui?

L'action directe est devenue très marginale dans un contexte d'apparente paix sociale. Pourtant, les débats tournent autour des mêmes questions: la légitimité des contrôles sur les chantiers, la possibilité de faire du tractage dans une entreprise et, surtout, la propriété privée à laquelle les anarchistes étaient fermement opposés. |

Table ronde ce soir à 19 h 30, à l'Université ouvrière de Genève, place des Grottes 3.

Le Courrier, 25.02.2015, p. 5